

Réunion d'Annapolis : les institutions européennes affinent leur position commune

Relations extérieures - 26-11-2007 - 17:00

Mardi, une cinquantaine de dirigeants internationaux seront présents à Annapolis, aux Etats-Unis, pour tenter de relancer le processus de paix israélo-palestinien. En amont de ce sommet, la semaine dernière, s'est tenue une réunion extraordinaire au Parlement européen, afin de coordonner la position des trois institutions européennes sur le dossier. Une rencontre qui n'est qu'une petite partie de l'iceberg d'efforts qu'a déployé le Parlement pour soutenir la paix au Moyen-Orient.

La conférence d'Annapolis suscite de grands espoirs : elle pourrait donner le coup d'envoi à d'intenses négociations pour la création, à terme, d'un Etat palestinien cohabitant pacifiquement avec son voisin israélien.

Mardi 27 novembre, le président américain George W. Bush accueillera ainsi le premier ministre israélien Ehud Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas, ainsi que des représentants internationaux, à Annapolis dans le Maryland. L'Union Européenne y sera représentée en tant que membre du Quartet pour le Moyen-Orient (qui comprend aussi les Etats-Unis, les Nations Unies et la Russie).

Définir une approche commune sur la paix au Moyen-Orient

« *Annapolis marquera le début d'un processus au cours duquel seront posés les jalons de l'évolution future au Proche Orient* », estime ainsi le président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, soulignant l'importance de la réunion internationale.

Alors pour préparer cette échéance et coordonner la position des trois institutions européennes, une réunion extraordinaire de la conférence des présidents (qui rassemble les chefs des groupes politiques au Parlement européen) a été organisée, le 20 novembre dernier. Etaient également présents la Commissaire européenne aux relations extérieures, Mme Benita Ferrero-Waldner, ainsi que le Haut Représentant pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, M. Javier Solana.

Hans-Gert Pöttering en a résumé l'enjeu : « *Les travaux d'aujourd'hui des principaux acteurs des trois institutions doivent permettre à ceux ci de contribuer à ce que l'Union européenne s'exprime d'une seule voix sur la question du Proche-Orient* ». Pour lui, cela est important « *si l'on veut que l'Union européenne joue, comme le souhaitent les forces politiques et celles de la société de la région, plus qu'un rôle de trésorier* ».

Un iceberg d'efforts pour dégeler la paix au Proche-Orient

Le Parlement européen n'en est pas à sa première initiative quant à la paix israélo-palestinienne. Sa dernière résolution, adoptée en plénière le 12 juillet dernier, souligne à nouveau qu'« *il est plus urgent que jamais d'engager un processus de paix crédible qui permette au peuple palestinien d'envisager la création d'un État indépendant, démocratique et viable aux côtés d'Israël, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, et qui instaure la paix et la stabilité au Moyen-Orient* ». En octobre, les députés ont aussi adopté une résolution sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza.

Outre ces déclarations politiques, le Parlement européen a envoyé des missions d'observation électorales dans la région (en 2006 dans les territoires palestiniens), et organisé des visites de délégation, pour renforcer les liens entre les parlementaires européens et ceux des pays du Proche-Orient (récemment, une délégation s'est rendue à Damas en Syrie : lire notre article en cliquant sur le lien ci-dessous).

En tant qu'autorité budgétaire (pouvoir qu'il partage avec les Etats-membres), le Parlement européen a en outre demandé une augmentation des fonds attribués pour 2008 aux territoires palestiniens et il devrait organiser au printemps prochain une conférence internationale sur le Moyen-Orient. Enfin, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et Shimon Pérès, le président israélien, sont attendus en visite officielle au Parlement européen dans le courant de l'année 2008.

Mais pour que l'Europe parle bien d'une seule voix sur la situation au Moyen Orient, le dialogue entre les députés européens et les gouvernements devrait « *s'intensifier encore dans les mois à venir et déboucher sur la définition d'une stratégie commune pour le Proche-Orient* », a précisé Hans-Gert Pöttering.